

L'espéranto et l'ONU

Bulletin du Bureau de l'UEA (Association Universelle d'Espéranto) auprès des Nations Unies



Universala Esperanto-Asocio

Numéro 72, septembre-octobre 2024

Tanzanie : Moments du 109e Congrès universel d'espéranto

Pour la première fois de son histoire, le Congrès universel annuel d'espéranto a eu lieu sur le continent africain, du 3 au 10 août 2024. Sous le thème général « Langue, peuple et environnement pour un monde meilleur », environ 850 personnes se sont réunies à Arusha, en Tanzanie, pour passer une semaine en réunions officielles, événements scientifiques et culturels, conférences et (dans les jours précédant le congrès) excursions.



Près de la moitié des participants venaient du continent africain lui-même, notamment de Tanzanie, du Burundi et de la République démocratique du Congo, soit un total de dix-sept pays africains.

Le congrès a été précédé de la deuxième conférence internationale des femmes africaines, présidée par la Dr Miora Raveloharison (Madagascar) et avec les interventions (entre autres) de la Dr Gong Xiaofeng (Chine), membre du conseil d'administration de l'UEA sur les questions féminines, et le Dr Duncan Charters (États-Unis), président de l'UEA. Dans son discours, la Dr Gong a annoncé la formation d'une nouvelle Commission de l'UEA sur les questions féminines.

Avant le congrès, il y a eu également une réception à La Haye, aux Pays-Bas (pays du siège de l'UEA), au cours de laquelle l'Ambassadeur Giorgio Novello d'Italie, au nom du pays hôte du Congrès universel d'espéranto de l'année dernière (Turin, Italie), a passé cérémonieusement le relais à l'ambassadrice de Tanzanie, Son Excellence Caroline Kitana Chipeta, en présence d'autres membres de la communauté diplomatique.

La résolution finale du Congrès a non seulement appelé à une plus grande attention à la protection de l'environnement et à la réduction des gaz à effet de serre, mais a également attiré l'attention sur le rôle de la langue swahili en tant que langue régionale et supranationale qui facilite la communication entre les nations d'Afrique de l'Est « sans qu'il soit nécessaire d'utiliser la langue des anciennes colonies » - et à l'utilisation similaire de l'espéranto comme langue mondiale qui ne peut être identifiée à aucun État : « Pour une compréhension mutuelle globale, il faut une langue internationale commune et neutre que chacun puisse parler aux côtés de sa langue maternelle ».

Un rapport complet paraîtra dans le magazine Espéranto de l'UEA. Le bulletin d'information quotidien du congrès *Kongresa Kuriero* est disponible sur <https://uk.esperanto.net/2024/kuriero>.

L'UEA-Genève et l'UEA-New York ont mis l'accent sur les droits des langues autochtones et le développement durable



A la veille de la célébration de la Journée internationale des langues autochtones du monde (9 août), l'UEA a souligné l'importance de ces langues lors de la 17^{ème} session du *Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones* (MEDPA) à Genève de 8 au 12 juillet et a organisé un événement parallèle à New York lors du Forum politique de haut niveau des Nations Unies le 9 juillet.

« Nous sommes conscients d'une part de la grande valeur des langues des cultures autochtones minoritaires et d'autre part de leur disparition rapide », a déclaré Mireille Grosjean, représentante de l'UEA à Genève. Chaque personne dans le monde devrait avoir le droit de comprendre les messages qui lui sont envoyés par le gouvernement concerné et également le droit d'y répondre dans sa propre langue. « Lorsque ces peuples autochtones verront leurs droits garantis, ils se sentiront traités avec justice... » Une telle situation « contribuera à une vie paisible aux niveaux individuel et collectif » et fera d'eux implicitement des partenaires dans l'intérêt commun de l'humanité et pour un développement durable de notre planète.

Parallèlement, à New York, l'UEA s'est associée au Comité des organisations non gouvernementales sur les langues et à SIL International, une organisation non gouvernementale dont l'objectif est la diversité linguistique, lors d'un événement officiel parallèle du Forum politique de Haut Niveau de l'ONU (APFUN), réunion annuelle mondiale visant à évaluer les progrès réalisés dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Plusieurs intervenants ont souligné que le multilinguisme, qui est effectivement une "valeur fondamentale" de l'ONU, est rarement abordé en relation avec les tableaux cibles et les indicateurs d'objectifs. L'accent mis sur l'objectif 16 dans l'APFUN 2024 offre néanmoins l'occasion d'explorer les liens essentiels entre les langues d'une part, et « la paix, la justice et des institutions fortes » d'autre part. En particulier, la Décennie internationale des langues autochtones, de 2022 à 2032 sous la direction de l'UNESCO, attire une nouvelle fois l'attention sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Les peuples autochtones souffrent de manière disproportionnée de la pauvreté et des effets du changement climatique. « L'égalité d'accès à la justice pour tous », l'un des sous-objectifs de l'objectif 16, est difficile à atteindre tant que la discrimination linguistique continue d'exister ; et « une prise de décision inclusive, participative et représentative » (un autre sous-objectif de l'objectif 16), nécessite de veiller à ce que toutes les voix soient entendues. À cet égard, les langues autochtones jouent un rôle essentiel en tant que médiatrices de l'égalité d'accès à la justice, ainsi qu'aux ressources éducatives, économiques et sociales.

Cet événement parallèle a réuni des experts scientifiques en droits linguistiques, des dirigeants de communautés autochtones et des représentants de la société civile qui travaillent activement dans ce domaine. L'événement a été présidé et coordonné par le professeur Francis M. Hult et conduit par le professeur Humphrey Tonkin, le premier étant président et le second vice-président du Comité. Ils représentent en même temps l'Association universelle d'espéranto auprès de l'ONU à New York. Les orateurs particulièrement éminents étaient la Dr Irmgarda Kasinskaite-Buddeberg (UNESCO), qui était jusqu'à récemment la leader mondiale de la

Décennie, le professeur Rawinia Higgins, qui dirige la Commission sur la langue maorie en Nouvelle-Zélande, et la Dr Barbara Trudell (SIL International), ainsi que les dirigeants et experts autochtones Tania Pariona du Pérou (langue quechua), la professeure Hanna-Máret Outakoski de Finlande (Sami), Mario Swampy du Canada (Nation crie Samson), Leslie Harper (Ojibwa) et le Dr Anton Treuer (également Ojibwa), tous deux des États-Unis.

S'appuyant sur les meilleures pratiques documentées et la recherche empirique, les intervenants ont offert une perspective unique sur la manière dont la réalisation des 16 sous-objectifs du CDE concernant les peuples autochtones peut bénéficier de la Déclaration des Nations Unies, qui consacre les droits des peuples autochtones à leur langue dans le contexte (par exemple) de l'éducation, des médias et de l'administration gouvernementale. Ainsi, la Décennie internationale peut être utilisée pour faire avancer l'objectif 16 en concrétisant les droits linguistiques pour de nouvelles solutions multilingues.

Comme l'a dit le professeur Hult, "la Décennie offre une occasion unique de tirer parti de l'objectif 16 pour faciliter la réalisation des droits linguistiques autochtones". Il a été repris par le professeur Tonkin, qui a souligné l'importance de donner la parole aux peuples autochtones : "Les gouvernements et leurs représentants ne doivent pas seulement parler les langues du monde, mais écouter les langues du monde et tous leurs locuteurs".

La Décennie internationale des langues autochtones était un thème clé du Congrès universel d'espéranto, à Montréal en 2022. Les prochaines étapes actuelles réaffirment l'engagement de l'UEA en faveur du pluralisme linguistique et de la justice linguistique pour tous.

Des conférences d'experts ont examiné l'espéranto en Afrique et en Asie

La 46e Conférence d'espérantologie a eu lieu à Arusha, en Tanzanie, le 8 août, sous la présidence de Bengt-Arne Wickström, du Centre de recherche et de documentation sur les problèmes linguistiques du monde (CED). Les séances ont traité des thèmes suivants : 1. Sociolinguistique et interlinguistique en Afrique, 2. Langues africaines et espéranto, 3. Personnalités éminentes du mouvement espéranto, et 4. Développement et application de l'espéranto. Enfin, une discussion sur l'avenir de l'espéranto a suivi, animée par Adjévi Adjé (Togo) et Alexandrine Omba (RD Congo). Parmi les intervenants à la conférence figuraient le Dr Daniel Maxwell (États-Unis) et le Dr Élisée Byelongo Isheloke (RD Congo) sur l'espéranto et le swahili, la Dr Heidi Goes (Belgique) sur l'histoire du mouvement espéranto en Afrique et la Dr Ilona Koutny (Pologne et Hongrie) sur les contributions d'István Szerdahelyi à l'espérantologie.

L'histoire de l'espéranto en Asie a fait l'objet d'une conférence spécialisée à l'Université de Hong Kong, Chine, les 30 et 31 août, animée par le Dr Edwin Michielsen. 15 thèmes ont été présentés sur un large éventail de sujets liés à l'introduction et à l'histoire de l'espéranto, notamment au Japon, en Chine et en Corée. Parmi les sujets abordés figuraient les émissions de radio en espéranto dans l'Empire japonais, l'espéranto dans le théâtre japonais, l'espéranto dans l'éducation anarchiste en Corée du Sud dans les années post 1945, les espérantistes en Mandchourie (1905-1945) et le rôle de Hasegawa Teru dans le mouvement anti-guerre en Chine dans les années 1930. D'autres références concernaient l'espéranto dans la Malaisie coloniale et à Singapour, la littérature de résistance en espéranto à Hong Kong (1938-39) et l'histoire de l'espéranto dans l'Inde britannique.

26 juillet : la journée de l'espéranto a eu un écho dans le monde entier

Rencontres et événements en Chine et en Russie, en France et au Japon, au Brésil et en Australie; éclairage des environnements sociaux; articles et messages de presse - La Journée de l'Espéranto a été un jour de célébration aux quatre coins du monde. La raison ? Le 26 juillet 1887, Zamenhof publie sa nouvelle langue, l'espéranto.



Le message de l'UEA à l'occasion de la Journée de l'espéranto a souligné l'importance de l'espéranto du point de vue des droits humains. Il cite l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Tous les droits et libertés définis dans cette Déclaration s'appliquent également à tous, sans aucune différenciation, qu'elle soit fondée sur la race, la couleur de la peau, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation ».

L'article 2 « condamne clairement le déni des droits humains linguistiques aux peuples, groupes, groupes ethniques, petites communautés faibles et politiquement sans influence; et affirme positivement la nécessité de lutter contre la discrimination linguistique », indique le message. Il définit donc la discrimination linguistique, qui se produit « lorsque des personnes plus fortes, plus puissantes, plus instruites, plus riches parlent dans leur langue maternelle à d'autres personnes qui parlent d'autres langues, qui doivent essayer de comprendre et essayer de répondre si elles en sont capables ».

« La discrimination linguistique », selon le message, « est souvent méconnue de ceux qui pratiquent la discrimination et même de ceux qui sont victimes de discrimination ». Et cela n'exclut pas les Nations Unies « qui sont le seul lieu de dialogue dont dispose notre planète », mais elles « n'appliquent pas pleinement ce qu'implique la Déclaration des droits humains : le droit de chacun de comprendre et d'être compris. L'ONU a un certain nombre de langues principales comme langues officielles, mais en réalité, elle n'en utilise que quelques-unes parmi les principales pour parler au monde. Par conséquent, elle a tendance à n'écouter que la petite partie du monde qui est capable de répondre dans ces langues principales. Est-ce le moyen le plus efficace de mobiliser les citoyens du monde pour parvenir à une solution à des problèmes d'importance mondiale, par exemple les objectifs de développement durable, le dialogue sur le climat ou la recherche de la paix ? »

En revanche, précise le message de l'UEA, l'espéranto a été créé « pour que chacun dans le monde ait le droit de parler sa propre langue » et « pour que toutes les langues puissent vivre, et (...) que le dialogue entre des groupes de langues différentes se déroule sans pression des uns sur les autres, mais de manière égale, sans discrimination ».